

Discours de Monsieur Antoine JOLY, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales au ministère des Affaires étrangères et européennes et Secrétaire général de la Commission Nationale de coopération décentralisée

Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les Présidents,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord féliciter les organisateurs de ce sommet, l'Etat sénégalais et son Président, Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre de l'agriculture, Monsieur le Ministre d'Etat Karim Wade, le FOGAR, la CRPM...

En tant que représentant du gouvernement français, il me revient le plaisir de vous transmettre le message de celui ci qui souhaite exprimer le grand intérêt qu'il apporte à cette initiative d'organisation et de coordination de l'échelon régional en faveur de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire figure au premier plan de nos priorités dans notre politique de coopération. Le Président Nicolas SARKOZY a pris l'initiative en 2008 d'un partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les Régions ont leur place dans ce partenariat mondial en particulier dans le pilier gouvernance: pilier politique pour une coordination entre les acteurs. L'initiative de ce sommet doit faciliter l'intégration des régions dans la plate forme de dialogue inter-acteurs et dans le processus de concertation du Comité de la sécurité alimentaire. Il en est de même pour le pilier connaissance: en effet, la coordination doit s'appuyer sur une connaissance partagée entre experts et entre praticiens. C'est l'objectif du Hight Level Panel of Experts (HLPE). C'est une des pistes proposées par le Président MARTINI que le FOGAR apporte l'expertise territoriale des régions dans ce dispositif. La France soutiendra le FOGAR pour l'associer à ce pilier connaissance. Quant au pilier financement, il concerne bien sûr d'abord les Etats et les organisations internationales. Pour sa part, la France a pris l'engagement de 1,5 milliards en 2009 – 2011 pour leur part. Mais les échelons régionaux peuvent contribuer à une bonne coordination régionale pour l'utilisation des fonds avec des schémas territoriaux (comme l'a souligné M Olivier de SCHUTTER lors de son intervention) et des stratégies territoriales. Pour toutes ces raisons nous souhaitons que les représentants de régions s'associent à ce partenariat mondial.

Vos travaux ont marqué l'intérêt d'une approche territoriale pour les stratégies en matière de sécurité alimentaire : la proximité avec les acteurs de terrain (producteurs, consommateurs...), la bonne connaissance des territoires et donc des capacités des producteurs, la capacité à mobiliser les acteurs locaux (producteurs locaux, logistique), le rapprochement entre les autorités décisionnelles et les citoyens, la participation, l'appropriation par les citoyens (éducation) constituent autant d'atouts des responsables régionaux.

Bien sûr cela pose la question des moyens et des compétences donnés aux régions dans le cadre du mouvement de décentralisation que connaissent nombreux pays du Sud

Cet apport, cette plus value des Régions se retrouve dans chacun des grands thèmes de la sécurité alimentaire :

la disponibilité de produits alimentaires, la formation, la mise en culture des terres, l'accompagnement des petits producteurs autant de sujets sur lesquels les Régions peuvent agir,

l'accessibilité : les aides à la conservation, au transport, à la mise en marché sur le territoire régional, aux stockages. Par exemple dans le partenariat Majunga à Madagascar – AFD – Mulhouse (Alsace) pour la construction d'un marché,

la qualité , le respect local des conditions sanitaires, l'émergence des labels, le respect des traditions des terroirs... Je citerai en exemple les actions menées par les Pays de Loire pour améliorer la qualité de la commercialisation des poissons dans le Lac Tanganika

et aussi la gestion de crise : l'exemple de Haïti a révélé à quel point un échelon local et régional de proximité est nécessaire.

En résumé, cette approche territoriale du développement défendue par le FOGAR gagne du terrain partout. C'est une excellente initiative de la décliner sur des politiques sectorielles qui ont besoin de cet ancrage territorial pour réussir : par exemple dans le domaine de la sécurité alimentaire ou du changement climatique.

Je salue les efforts du PNUD et plus récemment de la FAO dans ce domaine.

Je me permets d'ailleurs de suggérer que cette approche territoriale puisse donner lieu à une réflexion similaire sur le thème du développement économique, des dynamiques locales et de la mobilisation des atouts endogènes des territoires.

Je voudrais également souligner l'intérêt de la coopération décentralisée dans ce contexte ; un intérêt qui est moins financier qu'en terme d'amélioration des capacités d'intervention avec la possibilité d'échanger sur la définition des politiques publiques locales, aider à

l'élaboration de stratégies et la capacité à mobiliser des acteurs, comme a réussi à le faire la région Bretagne sur une filière coton équitable au Mali et au Burkina Faso .

La France a décidé de mettre dans ses priorités l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le soutien qu'elle apporte à la coopération décentralisée ; elle soutient également les partenariats AFD - collectivités françaises et collectivités étrangères.

Et elle sera partenaire du FOGAR pour que les Régions du monde s'insèrent dans le partenariat mondial et assure le suivi des recommandations de ce sommet.

Elle souhaite avec son assistant technique auprès de la FAO dédié à la coopération décentralisée accompagner cette organisation internationale dans son approche territoriale de la sécurité alimentaire et favoriser la mise en place de stratégies régionales sur la sécurité alimentaire ;

Il souhaite aussi accompagner les collectivités territoriales du Nord et du Sud pour accéder aux financements européens ; l'Union européenne ouvre en effet de plus en plus sa politique de développement aux acteurs locaux.

« Le fatalisme a des limites. Nous devons nous en remettre au sort uniquement lorsque nous avons épuisé tous les remèdes » disait Gandhi.

Pour vaincre la faim nous n'avons pas épuisé tous les remèdes. Une meilleure coordination à l'échelle des territoires régionaux, avec des autorités locales responsables devant leurs habitants, des politiques publiques mises en œuvre et bénéficiant d'une solidarité citoyenne que porte la coopération décentralise C'est sans doute une goutte d'eau dans la mer mais c'est aussi un espoir contre la fatalisme et vous pouvez compter sur le soutien de la France dans ce domaine.